



La lettre à  
**LOLU**



[888] Erreur d'autorisation. Veuillez recharger la page. irrégulomadaire satirique N° 131, décembre 2025

**Abbaretz :**  
derrière l'école  
intégriste,  
l'empire  
immobilier

Page 2

# LE PORT BAS CARBONIMENTEUR

Accro à 70 % aux trafics d'énergies fossiles, le port de Nantes-Saint-Nazaire s'évertue à multiplier les annonces et projets fumeux, dits « bas carbone ». Des promesses, bien loin des prouesses. Des fausses solutions industrielles supposant toujours plus de pétrole, de bitume, de ciment et de béton... Page 7



## Pas joli joli Le ciment sent le soufre

Les zones grises  
du verdissement.

**À** MONTAIR, le port de Nantes-Saint-Nazaire est emballé par la décarbonation promise par la future cimenterie Coastline West. Bon plan pour le discret groupe français F-Scott basé en Suisse et ses dirigeants multipliant les alibis en béton. La fortune de la famille propriétaire Albrecht doit beaucoup à la FrancAfrique. Dans l'ancien empire colonial, le patriarche Paul, 72 ans, a croisé l'homme d'affaires français Michel Tomi, dit « le parrain des parrains corses ». Le binôme a officié au Gabon et au Mali, dans les coulisses du pouvoir, envisageant de construire 7000 logements sociaux au Gabon, projet finalement avorté\*. Au printemps 2014, Tomi lorgne un contrat de concession lié à un projet de raffinerie malienne d'or, avec quatre milliards de dollars en jeu. Son pote Albrecht pourrait être l'exploitant en titre. Tomi lui demande d'embaucher « une très bonne amie » à lui. Pour rendre service. Le job est fictif, le salaire bien réel. Mais la ruée vers l'or échouera encore. Implantée au Ghana, CBI, principale cimenterie de F-Scott, 600 000 tonnes par an, vient de décrocher 20 millions de dollars d'aide de l'International Finance Corporation, filiale de la Banque mondiale, pour verdir son image\*\*.

Le groupe a recruté il y a quelques années un ancien cadre supérieur de Lafarge, Frédéric Jolibois, au poste de directeur industriel. Quand il ne représente pas son groupe à Montair, le monsieur est judiciairement très occupé, étant l'un des principaux inculpés dans le procès de la multinationale pour « financement du terrorisme » en Syrie. Lafarge, en tant que personne morale, a déjà plaidé coupable devant la justice américaine en 2022. Depuis le 4 novembre, devant le tribunal correctionnel de Paris, Frédéric Jolibois\*\*\* se défend donc d'avoir contribué à financer, entre 2012 et 2014, des groupes djihadistes qui mettaient le pays à feu et à sang, dans le seul but de maintenir l'activité de l'usine Lafarge à Jalabiya qui était sous sa responsabilité. BTP : barbotage, tracas, profits. ■

\* « Michel Tomi, "parrain" d'Afrique, réussit de juteuses affaires au Mali et au Gabon », Mediapart, 02/06/2015.

\*\* africabusinessplus.com, 28/08.

\*\*\* Jolibois, un patronyme bien connu en Loire-Inférieure : son frère Nicolas y a dirigé la Police nationale de janvier 2021 à septembre 2024, préoccupé par la « haute criminalité » locale. On ne choisit pas sa famille.

## Abbarhérétiques

# L'école des ultradis

À Abbaretz, une école intégriste menace de sortir de terre. Les habitant·es voudraient bien enterrer le projet.

Un projet d'école intégriste surgissant au milieu d'un lotissement? Diable! Abbaretz et ses deux mille âmes ont déjà deux écoles primaires, une laïque, une catho. La troisième école est portée par une secte intégriste qui a scissionné des déjà bien raides partisans de M<sup>re</sup> Lefebvre. Le groupe a ouvert une chapelle depuis juillet 1995, avec une extension en 2005. Elle dispose d'un terrain pour l'école, enclavé dans un ensemble pavillonnaire. Le permis de construire a été accordé par la mairie. Le 9 octobre, à l'initiative d'un collectif contre cette école hors contrat, une réunion publique a rassemblé une centaine de personnes, un record pour la commune. Une majorité d'habitant·es opposé·es face à une poignée de partisan·es, venus à huit : l'onctueux porte-parole de l'école et sa femme (muette toute la soirée), un jeune couple avec un bébé, et trois hommes seuls disséminés dans le public comme s'ils ne se connaissaient pas. L'un tord la bouche pour prononcer le mot « sodomites », l'autre exhibe un témoignage lénifiant de souvenir d'enfance dans une école religieuse, le couple se prétend intéressé pour leur rejeton. Le mari\* essaie de faire bonne figure mais s'énervait vite quand on lui parle : « Tu me tutoies pas, déjà. Un peu de respect! ». L'école est prévue pour 80 élèves, sans internat, pour l'instant. Son porte-parole pour la soirée, Jacques Pons, ancien prof dans l'éducation nationale, fait son miel mais reste évasif. Le programme pédagogique? Mystère. « Tradition catholique », « morale enseignée par l'église depuis 2000 ans », c'est tout ce qu'il confesse. Dans des écoles équivalentes, on lit Maurras, on célèbre Pétain sauveur de la France, on fustige le wokisme et l'égalitarisme. L'avortement et l'homosexualité? Des œuvres du diable. Et ici? « Ça nous regarde, c'est nos enfants, c'est pas chez vous », rétorque le mari vouvoyeur.

### Une botte d'ultradis

La réunion publique évite les noms d'oiseaux, mais met à vif les tensions entre la poignée de fâcheux de bénitier rameutés pour défendre leur foi dissidente et le collectif opposé au projet d'école intégriste. Des élus d'Abbaretz et de Saffré sont dans le public, comme le député Jean-Claude Raux, bien remonté, et même le vrai curé agréé de la paroisse venu flairer sa concurrence à droite : il défend son école catholique sous contrat et s'insurge qu'on appelle « curé » son homologue dissident de la chapelle Saint-Étienne. « Le curé, c'est moi! » s'insurge l'officiel patenté. Quand la salle évoque la « prévalence de pédocriminalité dans l'enseignement catholique », le curé bondit, outré, mais deux mots clefs, Bétharram, Saint-Stanislas, le font vite retrouver un mutisme prudent. La Fraternité Saint-Pie-X, d'où viennent ces intégristes à la mémoire sélective, a, elle aussi, succombé aux mêmes abus sous la ceinture\*\*. Ce projet d'école hors contrat, en huis clos, aura seulement l'obligation d'avoir un directeur ayant officié cinq ans dans l'éducation natio-



nale. Ne pas faire confiance serait de mauvaise foi. ■

Gordon Camillo

\* Jean-Noël Toubon, auteur d'une bio de Saint-Louis qu'il a dédiée à la librairie Dobrée en avril 2021. Éditeur à Chateaubriant (Vox Gallia, qui se limite à la période « de Clovis à Louis XVI, sans excuses ni repentance »), son premier livre publié

est une réédition de Franz Funck-Brentano, historien nationaliste, encarté à L'Action française. Ce Toubon est aussi, avec sa femme, guide touristique très orienté « pour marcher dans les pas de nos rois, de nos saints » notamment à Fontevraud « loin du prêt à penser républicain ».

\*\* « Abus sexuels : La lente libération de la parole au sein de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X », *La Vie*, 28/09/2022.

## La sainte Providence fiscale et immobilière

Blot immobilier blotti dans les replis des arrangements fiscaux.

LE BUDGET du projet reste un mystère. « Le montant de l'investissement? Je n'en sais rien. Je sais juste qu'il n'y a pas recours à un emprunt bancaire », dit Jacques Pons. « C'est pas moi qui paye. Moi, j'ai juste donné le terrain. On n'a pas tous les dons... On fait confiance à la Providence », confie Chantal Poirier contactée plus tard par *Lulu*. Partie prenante, en 1995, de l'implantation du groupuscule intégriste, elle a fait cadeau au projet d'école d'un terrain évalué par notaire à 250 000 € et a versé 140 000 € au fonds de dotation. Ce qui, grâce à la défiscalisation octroyée, soustrait quelque 174 200 € aux caisses de l'État. Les donateurs finançant le bâtiment auront les mêmes cadeaux fiscaux, 66 % de leurs versements. Pas de subvention, juste un jeu filou avec les finances publiques.

L'école doit beaucoup à une famille bourgeoise rennaise, les Blot, figures de l'immobilier dans l'Ouest : 70 agences, 13 en Loire Inférieure. Adeptes depuis 1995 et propriétaire du terrain sur lequel est érigée la chapelle dans l'ancien hangar d'un maçon, Chantal Poirier est la belle-sœur de Jean Blot, le père fondateur du petit empire Blot immobilier. Aux commandes du groupe avec son frère, dirigeante d'une centaine de sociétés, dont pas mal de SCI, Sandra Blot, la fille, est venue à Abbaretz à une précédente réunion publique pour plaider la cause de l'école intégriste. Tante et nièce, Chantal et Sandra détiennent aussi des maisons dans le bourg. La nièce n'a pas voulu répondre à *Lulu*. Les voies des seigneurs de l'immobilier sont impénétrables. ■



## C'est des quoi ?

Cette secte de paroissiens séparatistes n'est pas en odeur de sainteté à Rome. Et vice versa.

BÊTES noires de l'église romaine officielle, ces sédévancantistes sont des cathos intégristes. En latin, *sede vacante* signifie que le siège du pape est vacant, normalement entre la mort du dernier en titre et la fumée désignant son successeur. Mais, pour ces sédévancantistes, le siège est vide, les papes étant tous des imposteurs depuis Vatican II (1962-1965). Ce concile a amené – sacrilège –, l'abandon de la messe en latin, et le changement de posture du curé, qui ne tourne désormais plus le dos aux adeptes. Une hérésie inspirée par Satan, selon les sédévancantistes. Une première scission s'est formée autour de M<sup>re</sup> Lefebvre et la fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, alias FSSPX. Mais c'était trop mou pour les sédévancantistes qui ont fait scission, et un pas de plus de côté, vers l'extrême droite extrême. Chaque courant traitant l'autre d'hérétique. Une manie. L'IVG et l'homosexualité sont

des abominations, le dialogue interreligieux est insupportable, la société moderne est décadente depuis la séparation de l'Église et de l'État en 1905. Dans le monde, les sédémachins ont leurs bastions en Argentine, au Québec en Belgique et en Bretagne.

En Loire-Inférieure, on compte quatre lieux de culte sédévancantiste en latin bien raide, à La Baule, Abbaretz, Nantes et Treillières, répertoriés par des sites ouvertement d'extrême droite comme Contre-révolution, breviairedcombat ou breizh.info. À Nantes, la chapelle du Christ-Roi, rue d'Allonville, est liée à La Providence, école primaire créée en 2002 à Saint-Sébastien-sur-Loire. Vénérant Pétain et Louis XVI, l'abbé Guépin\*, le curé dissident de Nantes (décédé en 2023) a fait parler de lui, collé au tribunal en 2019, pour avoir soutiré 345 000 € à une paroissienne sous emprise. ■

\* « L'abbé tire-au-cupide », *Lulu* n°104, avril 2019.

## Genou, sors de ce corps !

INTITULÉ « Tenue à l'église », un avertissement affiché à la porte de la chapelle Saint-Étienne a été récemment retiré. Extraits : « Le vêtement peut rester simple, voire pauvre, (mais suffisamment propre) » et cette diatribe : « Les dames et les jeunes filles doivent être en robe ou en jupe (un vêtement d'homme ne convient pas : cela ne sied pas à la femme; en plus c'est une inversion). Bien entendu, elles doivent proscrire absolument la jupe courte (qui découvre le genou, debout ou

assise) et cette perversion de la jupe fendue; laissez ça aux prostituées ». Celui qui a rédigé ça coltine un sérieux problème de libido suintant de fantasmes, de misogynie, d'homophobie (l'« inversion », vieux terme pour homosexualité) et de haine du corps sexualisé par les interdits. D'autant que « la femme n'a pas à se pavaner à l'église ni à montrer son indépendance. Qu'elle se couvre d'ailleurs la tête, avant d'entrer ». Tant qu'à faire, avant d'entrer, qu'elle sorte de ce corps! ■



## Saint Stannerie Blanc pervenche

Des rumeurs dites « sur un air amusé », des victimes cupides... Consternante, la défense de l'ancien directeur de Saint-Stanislas.

LI a un nom à jouer au Cluedo, et une mauvaise foi à le faire engager dans l'enseignement confessionnel. Il n'a percé que chez les cathos. Il y a d'ailleurs fait carrière. Ancien dirlo de Saint-Stanislas à Nantes, ancien député de droite, Dominique Pervenche dit aujourd'hui ne rien savoir de ces « choses dégueulasses » dénoncées par une avalanche de témoignages, grimés de dix à 73 un mois après la révélation du scandale. Viols au sein de l'internat du collège, attouchements en classe, agressions sexuelles à l'écart, et tous les traumatismes durables. Face à ça, un mutisme institutionnel. Culture du silence, esprit de corps. Y compris un suicide d'une victime en août 2024, trente ans après des « sévices épouvantables ». Visé personnellement par une plainte, Domino Pervenche, non, non, n'a rien à se reprocher même si oui, peut-être, il a bien le souvenir de « rumeurs sur des abbés », mais nuance très subtile, n'en a « jamais eu d'écho ». Et puis, ces rumeurs, « c'était dit sur un air amusé » (*Presse-O*, 29/08). Il a été 23 ans à la tête de l'établissement, jusqu'en 1999. « Je n'avais pas envie d'en savoir plus. Enquête, en général, cela ne donne

pas des résultats conformes à la vérité. » Bon, il concède que, oui, peut-être bien, dans sa mémoire, deux prêtres, dont un « qui aimait bien les garçons. Bon, qu'est-ce que vous voulez faire avec ça? Qu'il aime bien, ça ne veut pas dire qu'il est un agresseur » (*France 3*, 25/09). À l'époque, pas de quoi faire une enquête, selon lui. « Il y a certainement eu des choses, je ne le nie pas, mais pour quoi avoir attendu quarante-cinq ans avant de témoigner et de révéler les faits? On sait très bien que quand il y a une indemnisation possible, ça stimule certaines initiatives. » Groupes! Franchement, M'sieur Pervenche, vous n'avez pas trouvé d'argument plus honnête que l'appât du gain pour disqualifier les victimes en les salissant? Pervenche, chez les marchands de couleurs et les teinturiers, c'est bleu-mauve pâle. Le bonhomme, lui, se prétend blanc comme neige. Comme là où vivent des hommes abominables? ■

Barnabé Taram

\* Mais bon faut relativiser, ce ne sont « que » septante victimes, le rapport de la Ciase, Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église, en ayant en 2021 dénombré 330 000 en France (enfin, juste celles qu'on a pu inventorier).



## Sujet à caution

# Bailleur de souche

Racisme sous caution pour ce propriétaire d'appartements à Nantes.

**R**ENTIER, il loue une poignée d'appartements à Nantes. Rue Copernic, il en a trois. Comme il a oublié de revaloriser le loyer pendant huit ans, il applique en 2022 un rattrapage de plus de 5% du montant, cumulant les valeurs qui auraient été autorisées chaque année. Le procédé est illégal, chaque hausse d'une année sur l'autre étant plafonnée et strictement cadrée par l'IRL, indice de référence des loyers, établi par l'Insee. Et même doublement illégal puisque, le logement étant une passoire thermique, la loi interdit toute augmentation de loyer. Nacer, le locataire algérien d'un appartement comportant une chambre et une cuisine, refuse cette hausse du loyer, et les trois qui suivent jusqu'en 2025, date à laquelle il décide de quitter ce logement. Le proprio ne veut pas restituer la caution de départ, mais magnanime, veut bien faire cadeau de la « dette » des surplus impayés de loyer et de menus travaux dans la cuisine, dette qui n'en est pas une, ces hausses étant illégitimes et le coup de pinceau n'étant étayé par aucun état des lieux de sortie du logement : « Je vous propose de tirer un trait sur vos dettes. Quant à moi, je garde votre dépôt de garantie. J'espère ainsi vous aider grandement ». Le locataire rétorque qu'en l'absence d'état des lieux cosigné en quittant l'appart, le proprio n'a aucun droit de garder la caution. Contacté par Lulu, le proprio s'agace : « Cet individu ne travaille pas, depuis longtemps. Il vit à nos crochets, nous les bons Français. ». Écœuré que ce locataire connaisse ses droits, mieux que lui, il se résout à rembourser la caution après ce message rageur ponctué d'un « Vive la France! » amer : « Étranger dans un super pays, vous n'êtes même pas capable de reconnaître la gentillesse des Français qui vous accueillent (...) et pour tout remerciement vous me menacez de procès! (...) En fait vous avez profité de ma gentillesse. (...) Votre comportement est indigne. Il ne jouera pas en faveur de vos compatriotes candidats à la location chez nous ». Loué soit le seigneur des algérienophobes. ■

**D**ANS le tribunal administratif, la poussette fait tâche, avec la montagne de sacs qui s'y entassent. « In France depuis 1989 », clame le slogan d'un sac Lidl. Ironie du sort. Ce tas d'affaires, c'est tout ce que possède la famille azérie, en France depuis trois mois. La mère et ses neuf enfants sans toit réclament un hébergement décent, qui devrait leur être octroyé de droit. Mais les services de l'État bafouent leurs propres règles, et la famille dort où elle peut, dans un recoin de la gare, à l'aéroport. Une famille amputée : persécuté politique en Azerbaïdjan, le père a été arrêté par la PAF, la police aux frontières, et renvoyé de Nantes à Bakou. « On est sans nouvelles, on ne sait pas s'il est en prison, s'il est mort », lâche une de ses filles. À l'aéroport, la famille dort comme elle peut, quasiment en face des bureaux de la PAF... Violence du sort.

### L'État sous astreinte

Ce 6 août, dans la salle d'audience propre et nette, on sent les avocates et la juge agacées. Les quatre familles étrangères et femmes isolées ont pour elles au moins plusieurs ordonnances de référé successives, procédures d'urgence forçant les services de l'État à leur trouver sans délai un hébergement stable et pérenne, jour et nuit. L'État est condamné sous astreinte de 80€ par jour de retard, somme qui normalement devrait revenir – un jour – aux familles victimes de ce mauvais traitement. Cette urgence et les pénalités, la Préfecture, condamnée à

répétition, s'assoit dessus, argumentant vaguement qu'elle fait ce qu'elle peut, adressant pour sa défense un topo bâclé, sans même envoyer un fonctionnaire ou un avocat pour la représenter, sans jamais faire appel des décisions qui la frappent, même si les astreintes ont grimpé jusqu'à 500€ par jour. Cet été, le préfet a renvoyé à la rue de nombreuses familles hébergées en hôtel ou en foyer, alors qu'elles doivent bénéficier d'un droit inconditionnel d'hébergement, quel que

soit leur statut, demande d'asile ou autre. Le 115, qui doit gérer ces hébergements, refuse les prises en charge. C'est pire que de se faire balader, deux jours dans un hôtel derrière la gare, deux jours dehors, trois jours dans un autre hôtel. Cet été, rien. La Préfecture envoie juste ses agents expulser les familles de l'hébergement qu'elle leur a fourni. « Tous les étés, on assiste à un certain "nettoyage" des hôtels et des foyers, faute de travailleurs sociaux, en vacances, et pour faire des économies.

## Toit ouvrant Familles cherchent place au sommeil

On peut rester dormir au tribunal administratif ?



Cette année, c'est bien pire, pour des raisons budgétaires et surtout politiques », dit une avocate.

### L'été sous les étoiles

On navigue entre absurde et kafkaïen. Remise à la rue après quatre nuits d'hôtel, cette femme seule qui attend une opération chirurgicale se retrouve bloquée, le chirurgien refusant de programmer l'intervention si sa patiente n'a pas un endroit stable et des conditions d'hygiène et de calme pour la convalescence. La représentante du « service public de la rue au logement » (que l'avocate Alice Benéviste renomme « service du logement à la rue ») a adressé un texto qui dit que l'État à « mis en œuvre tous les moyens pour proposer à M<sup>me</sup> et son fils des solutions d'hébergement\* » ajoutant « maintenant, que les résultats ne soient pas à la hauteur de vos attendus, c'est autre chose », comme si on parlait de caprice d'avocate, et sachant que la Préfecture n'a pas, en droit « obligation de moyens », mais bien « de résultat ».

« On est quasiment entré dans des arguments de postvérité. Si la Préfecture dit que le ciel est vert, c'est qu'il est vert », note l'avocate, écœurée de devoir réitérer la même procédure avec les mêmes arguments, obtenir une décision favorable mais bloquée, et toujours pas de toit à ces familles. Les mémoires en défense de la Préfecture n'hésitent plus à contester sans vergogne des évidences jusqu'ici admises : « Madame a certes quitté l'Afghanistan, mais quelle preuve d'une vraie menace de la part des Talibans...? » Parfois, les droits fondamentaux sont remis en cause : « Le demandeur d'hébergement est-il demandeur d'asile? », alors que l'hébergement d'urgence est dû à toute personne, quelle que soit sa situation administrative. Habituellement, un préfet qui collectionne les condamnations avec astreinte financière – plus de 60 cet été –, c'est pas très bon pour son avancement. Mais avec un tel motif, possible que son ministre le félicite. Et puis, où est le problème d'être à la rue? Des logements, on en trouve à tous les coins de rue. ■

## Rue Dortoir, saison 2

Des histoires à coucher dehors. En famille.

**A**PRÈS l'été, rien de mieux. En octobre, le dispositif « Premier accueil familles » de la seule association Les Eaux Vives-Emmaüs\* recense 28 familles à la rue, quatre femmes enceintes, 51 enfants, dont un nouveau-né. Et des gens ayant une vulnérabilité certaine : handicaps et parcours de violences sexuelles et physiques pour de nombreuses femmes. Du jamais

vu. Fin septembre, cinq députés de Loire-Inférieure ont demandé à rencontrer d'urgence le préfet qui n'a même pas daigné leur répondre. Y compris les 165 lits de l'ancienne auberge de jeunesse de la Manufacture, fermée cet automne, quelque 400 places d'hébergement ont disparu, « soit un tiers des places existantes, déjà en nombre insuffisant dans le département », note une

tribune interpellant le préfet qui dispose d'un pouvoir légal de réquisition qu'il n'utilise pas, malgré les 17 000 logements nantais vacants. Un slogan tout trouvé : Nantes, ville de vacance. ■

\* Une quarantaine d'associations nantaises se dédient aux personnes dans la rue. Leurs demandes des chiffres globaux à la Préfecture (qui gère le 115 et la vision globale des demandes d'hébergement) restent lettre morte.

## Messieurs Propre

La rare entente entre bombistes et laveurs de murs.

**L**A BRIGADE antigrffiti de la métropole a recruté depuis l'été deux chargées de propreté au sein de la « Direction générale Territoires, proximité, déchets & sécurité ». Deux fonctionnaires catégorie C pour « nettoyer le mobilier urbain (affiches, autocollants) ainsi que la chaussée ». Bien connue des graffeuses et auteures de

slogans sur les murs de manifs, la brigade n'est jamais en grève. Sauf une fois, en septembre 2017, quand les 13 bonhommes du service ont fait grève, réclamant une prime pour surtravail en plein mouvement social contre la loi travail. Ce qui avait provoqué de jolis tags en centre-ville : « Soutien à nos camarades de la brigade antitag. » ■

### Clic clic

## Écran à démocratie

Un pseudo parlement local numérique aux airs de parlevont.

Pour « proposer une idée d'amélioration pour sa ville », rien ne vaut le « dialogue citoyen » à travers un écran. La start up nantaise iD City, basée au sein de l'espace de coworking dit La Flibuste – ça donne confiance –, vend à des communes cette magie numérique d'acceptabilité. À Guérande, ça sert à faire « appel aux citoyens pour devenir ambassadeur-ices par quartier ». Et à Ancenis, à discuter abris vélo et arbres à planter et « inviter les habitants à construire avec la municipalité les outils de démocratie locale » (un outil pour forger des outils : trop bien!). En 2026, on dialoguera citoyennement sur la couleur choisie pour repeindre les arbres. ■



## Pilotomatic Épicerie sans chauffeur

Le QR code ne rend pas la monnaie, les caméras ne rendent pas les images.

DÉSERTÉS par les commerces, les zones rurales ont trouvé leur sauveur : une mini-supérette sans personne à la caisse, rien que du connecté. QR code ouvrant la porte, appli à charger sur son smartphone, codes-barres des produits, cartes bancaires de paiement, caméras de surveillance, détecteurs, tout. Une formule clef en main lancée en 2022 par la start up charentaise Api, qui aide à renoncer à des initiatives plus humaines et plus ambitieuses, choisies par certaines communes, qui retissent du lien social autour d'une épicerie de village, coopérative peut-être, pouvant faire bar, dépôt de pain, concerts ou distributions d'amp. À La Regrippière, la mairie a craqué 20000€ pour terrasser le parking devant l'emplacement, régler la facture d'électricité (éclairage, réseau informatique, serrures, chambre froide...) et prendre en charge l'enlèvement des ordures. Tous les boutiquiers qui ouvrent aimeraient bien avoir un tel coup de pouce. Api ne débourse qu'un loyer symbolique de 50€ par mois. Les porteurs de projet ont servi leur soupe bien moulignée : « La supérette c'est une ruche, vous êtes les abeilles. » C'est ça, le bzzzzness. Pas de balances, fruits et légumes sont vendus à l'unité, pré-emballés. Avec un aveu : les petits maraîchers locaux ne sont pas emballés par l'idée de fournir quelques patates pesées-emballées et d'étiqueter trois pommes en sachets. Le chiffre d'affaires attendu est de 540€/jour, sans aucun risque pour l'entreprise. La convention court sur quinze ou vingt ans, si ça marche tant mieux, sinon, si le chiffre n'est pas atteint, le conteneur est rembal-

lé, installé ailleurs, et la commune perd sa mise. Ce qui est déjà arrivé, les maires étant laissés entre amertume et colère de s'être fait flouer\*. À Puceul, l'implantation sur domaine public entraîne pareillement de préparer le terrain pour déposer le préfabriqué, la commune assurant les connections, fibre et électricité, prenant en charge la consommation électrique (estimée à entre 4500 et 5000€/an). La mairie gèrera aussi les cartes des clients n'ayant pas de smartphone. Mais le tollé lors d'une réunion publique a refroidi les promoteurs de la formule sans épicier. Les communes de Remouillé, La Regrippière, La Remaudière, Pouillé-les-Coteaux déroulent le tapis devant Api qui plante dans leurs centres-bourgs dépourvus de commerce ces épicerie de dépannage, sans personnel sur place. Ça tient dans des boîtes de 40m<sup>2</sup>, les rayonnages promettant 700 produits fournis en exclusivité par Carrefour et entre 5 et 10% de produits locaux, pour pas avoir l'air d'arriver en pays conquis... Le tout sous l'œil vigilant de neuf caméras, dans et autour du mobil home implanté sans fondations. Personne à la caisse, mais alors, le vol à l'étalage? Les installateurs de ces boîtes connectées préviennent : « Vous êtes identifié puis filmé quand vous êtes à l'intérieur. Plusieurs caméras détectent vos mouvements et ce que vous prenez comme articles. En cas de vol, des alarmes s'enclenchent, la porte se verrouille et les forces de l'ordre sont appelées ». De quoi faire regretter le calme du désert... ■

Félix Popotin

\* à Grues (85), La Ferrière-en-Parthenay (79), Château-Larcher (86).



## Camera oscura

À Chaumes-en-Retz, le 25 septembre, des bandits de petit chemin ont arraché les caméras du container-épicerie, dézingué le terminal de paiement. Pas de liquide, tant pis, ils sont repartis avec des sodas, et des friandises. Les réfractaires au tout connecté sont branchés sucre. ■

## Vous trouvez ça troll ?

La green tech bien plantée. Échec du feuillagisme connecté.

Au milieu d'un rond-point de Nort-sur-Erdre, la sculpture d'un troll bricolé est partie en fumée dans la nuit du 6 septembre. Articles en pagaille sur la consternation, la « tristesse infinie » des habitantes « dépités » qui « voyaient ce troll comme le symbole de la ville ».

Être malfaisant des légendes scandinaves, fouteur de zizanie dans les forums internet... Les Nortais-es se reconnaissent donc en la figure d'un enquiquineur. Et la ville clame son « indignation » face à cet « incendie criminel ». ■

Chico Rollmops



## Contrevent et marées

### Damasio balade son monde

Commandé à une star de la SF d'extrême gauche, la balade sonore autour du « Jardin extraordinaire » ressemble à un dépliant de promo.

AVEC une ouverture promise pour 2028, deux ans après les élections municipales, le futur musée Jules-Verne a besoin qu'on en parle avant d'exister. Le public n'ayant rien à voir, une commande a été passée à un auteur de science-fiction star : Alain Damasio, habitué du festival Les Utopiales depuis dix ans. En 2019, le rebelle avait dénoncé la collusion entre l'armée, l'agence d'enfouissement des déchets nucléaires, quelques auteurs de SF et le festival\*. Cette fois, moins rebelle, il cache-tout sagement sur commande. Lors de la première écoute publique fin juin, il confie : « J'ai 55 ans, je reçois 600 sollicitations par an, j'ai trouvé qu'ici, politiquement, éthiquement, ça avait du sens. C'est un projet collectif auquel je crois, différent de ce qui se fait ailleurs, où l'on suit des logiques identitaires, passésistes ou folkloriques. Ici, on se projette dans l'avenir. » On croirait un slogan de campagne.

Conçue avec Floriane Pochon, la balade autour et à l'intérieur du jardin extraordinaire s'écoute au casque ou via un smartphone. Une demi-heure d'ambiance et de bruitages et, sans transition, des passages d'écriture poétique, des descriptions du panorama façon guide touristique : présentation des aménagements récents et fiche patrimoine du bâtiment du futur musée, l'ancien Cap 44. Les envolées lyriques alternent avec la promo d'un projet pas commencé, reprenant le baratin des architectes, « façade de miroirs, atrium, grand escalier », « médiathèque organique ». Et la terrasse « que les architectes appellent le ciel puisqu'elle en capte les couleurs et les reflets » de l'ancienne minoterie désaffectée, devenue immeuble à « bureaux en 1972, puis ruine, puis rien ». Rien ?

La voix off évoque les « squelettes des prêtres et des chouans dûment noyés dans l'enthousiasme de la Révolution et le cadavre de Steve Maia Caniço » et les ouvrières de la brasserie, mais pas un mot sur les 138 exilés virés-es du squat Cap 44 par la police en juin 2018, peu après avoir fait dégager (« 48 heures pour déguerpir ») le campement des camions et camping-cars des travailleurs\*\* qui vivaient là depuis des années. Passés aussi à la trappe, les roms expulsés de la carrière en 2007 par la métropole alors que des enfants étaient scolarisés à l'école juste au-dessus. Escamotés, les rochers soigneusement disséminés au pied de l'immeuble Cap44 pour empêcher toute installation de caravanes.

Comment un auteur réputé engagé, qui se dit lui-même si « sensible aux marges, aux invisibles », a-t-il pu zapper ces épisodes dans son récit sur le site? Réponse gênée de Damasio : « On peut pas tout savoir... On ne connaît pas. L'histoire des chouans fusillés dans la carrière, je l'ai trouvée sur Internet. ». Nouvelle directrice du musée Jules Verne-Cité des imaginaires, Alexandra Muller n'a pas plus de mémoire en tête : « Je suis nouvelle ici, l'histoire des squats, je ne connais pas... Je ne connais pas toute l'histoire du lieu. ». Le survol rapide et sélectif de la mémoire aura gommé de fait les exclusions des plus précaires et laissés-pour-compte, reprenant un discours officiel sur un aménagement qui doit faire rêver...

Concession à son image de subversif, quelques touches dans le commentaire : « Je suis lézard qui tague avec ses pattes le mot ZAD partout. ». Le narrateur se présente comme « Rémi Verne dit Vénére, petit-fils de Jules Verne et sa réincar-

## Occultation

### Chemsex, ça se dit comment en ouest-français ?

Faux cul, cache-sexe, le quotidien rennais planque aussi la drogue.

LA SOIRÉE chemsex, mêlant donc schnouf de synthèse et fornication, a mal tourné. Au mix sexe et drogue, l' élu local vendéen et régional a ajouté sa mort. Overdose. Ouest-France évoque bien le 18 septembre la mort « suspecte » de Laurent Caillaud, conseiller régional de droite, mais élude soigneusement le but de la soirée. Pudique, le journal chrétien, qui se vante de « dire sans nuire, montrer sans choquer, dénoncer sans condamner, témoigner sans agresser », est resté à la porte de l'alcove, cantonné à la version justice-police, et à la langue

polie de circonstance : « recherches pour causes de la mort », « sources concordantes », et l'éloge convenu : « terrible choc », « sa mort laisse un grand vide », « toute la classe

politique confondue salue l'engagement » et même « l'amour du territoire ». Et là, on s'inquiète : le territoire était-il consentant à cet amour chimico-modifié? ■

## Saint-Caillaud, prière d'insérer

LA DROITE s'est déchaînée contre le député LFI Andy Kerbrat rattrapé le 11 juillet par la patrouille lors d'un achat de drogue à usage perso. Pour Caillaud, on a beau chercher, on ne trouve que des louanges, pas un gramme de moralisme : Retailleau a parlé de « sa proximité avec les habitants, son écoute et sa volonté d'améliorer le quotidien de chacun ». Morançais d'« un élu dévoué, passionné et engagé au service des Pays de la Loire et de la Vendée qu'il chérissait par dessus tout ». Foulques Chombart de Lauwe d'« un homme simple, engagé, sincère et joyeux, qui croyait à une politique proche des gens ». On attend la canonisation. ■

## Contreventes furtives

POUR la touche frondeuse, la balade audio sur commande autour du « jardin extraordinaire » évoque furtivement Nantes révoltée et Contre attaque, « comme on accroche un badge Che Guevara sur un tote bag bio », note Jeanne A Debats, autrice de SF et ex-directrice artistique des Utopiales jusqu'en 2023. « C'est du gauchisme Spotify, du soulèvement pour salon littéraire ». Elle n'a pas avalé l'esclandre de Damasio dénonçant la collusion d'auteurs de SF enrôlés par l'armée, mettant le festival dans le même sac, quand, 15 jours plus tard, le même Damasio monnaye sa place à un festival toulousain et y côtoie le général Pierre de Villiers, ancien chef d'état major des armées, sans faire le moindre scandale.

Quand il ne vend pas des stages dans sa bergerie des Alpes-de-Haute-Provence (50m de long, chambres d'hôtes et dortoirs, 50 lits, piscine avec vue sur la vallée et les Alpes), quand il ne se fait pas épingler pour le virilisme de son imaginaire, celui qu'on dit « l'écrivain phare de la science-fiction française » s'associe à des projets étonnants, par exemple en tant que conseiller artistique et promoteur du jeu lucratif Cross the Ages, où les joueurs achètent, louent et vendent des cartes en cryptomonnaie\*. Le jeu propose de gagner de l'argent imaginaire\*\* en spéculant sur la valeur des cartes. Pas très low tech, technocritique ni anticapitaliste, tout ça. C'est pour toucher d'autres gens que les militants bac+5, répond Damasio : « Si tu cherches la pureté, t'es pas dans le monde, parce que le monde, il est impur. »\*\*\* On devrait imprimer ça sur un tote bag. ■

\* « La-zone du cador. Révolution viriliste chez un "héros" de la gauche critique », Les mots sont importants, 08/06/2020.

\*\* « Damasio, les NFT et les crypto : façade radicale mais argent sale », Paris luttés info, 04/07/2024.

\*\*\* marchombre.fr, 31/10/2024.

nation », ignorant le racisme crasse des romans et le colonialisme sans recul de l'auteur né à Nantes, et embrayant sur le discours officiel et promettant aux futurs visiteurs du musée : « Tu sauras tout de grand-père, tu verras qu'il interroge encore l'époque mieux que quiconque. ». Une telle cécité, ça interroge. ■

Phileas Escartefigue

\* « Les Utopiales prostituent l'avenir », Lulu n° 107-108, décembre 2019.

\*\*\* 20 minutes, 04/04/2018.

# La gueule de l'emploi

« Big bang de l'emploi », 3<sup>e</sup> édition (pendant ce reportage, aucune dilatation rapide de l'Univers n'a été constatée).



LES TYPES en uniforme à l'entrée doivent être des hommes de main du gang. « Rendez-vous à 11h, regardez bien l'heure » dit la prof, avant la fouille des sacs. Le groupe de collégien-nes est lâché dans un village de dômes et de containers abritant des podiums de promo. La fusée gonflable bleue, qui a remplacé la roue de fête foraine de l'an dernier, n'est pas gonflée à bloc et penche un peu. Ce 26 septembre est le premier des deux jours de ce salon d'orientation financé par la Région des Pays de Loire.

Les slogans des stands martèlent la vacuité de leurs promesses : « Faire du travail une chance » (agence d'intérim Actual), « Une aventure hors norme » (Chantiers de l'Atlantique), « Faire le bon et bien le faire » (Sodebo), « Révèle-toi dans l'industrie » (Union des industries et métiers de la métallurgie), « Pour vous tout commence ici » (Crédit agricole) ou le subtil « Nous avons plus d'un atome en commun » (Framatome). « La dissuasion nucléaire, c'est une de nos missions. Pour dire : la France, elle est là ! », plastronne l'officier recruteur de l'armée de l'air.

Le slogan de Bigard, « Rejoignez l'art de la viande », ne pipe pas mot de la plainte d'un mangeur de merguez de la marque qui, en août 2024, a avalé un bout de fil de fer dans sa saucisse et a dû être opéré d'urgence. Ni de sa marque « Le Délice du boucher », bidoche retirée des supermarchés en avril 2018, contaminée par la bactérie Escherichia coli. Ni de la dent sur pivot retrouvée à Angers dans un steak haché Bigard, en août 2011. Les artistes sont comme ça : imprévisibles.

## Fourchette à avaler

Certains ados traînent leur flemme, leurs pieds, leur faim, ou leur acné. C'est l'âge. Les plus scolaires remplissent leurs fiches, les plus vifs essaient de ne pas recroiser leur prof dans la foule. Le stand Sodebo distribue des cookies en portion sous cellophane, mais, quand arrive ce groupe de filles, on leur tend l'autre gadget, une fourchette comestible, mix de farine, sel, huile et fibres pour remplacer les couverts en plastoc dé-

sormais interdits. Les filles font la gueule et tournent les talons avec une fourchette beige à la main...

## Le travail qui tue : motus !

Sodebo avait pourtant l'occasion de faire de la retape pour un de ses besoins majeurs de main d'œuvre : le travail à la chaîne sur la ligne de production de Montaigu qui crache jusqu'à 1,7 million de fourchettes mangeables par semaine. Mais on n'est pas là pour parler du turbin répétitif et abrutissant des ouvrier-ères à la chaîne. Ni des aléas du travail. Faudrait pas qu'un de ces ados connaisse Marine Padioleau, morte à 19 ans en 2020, écrasée par deux palettes chargées de 400 kg de bacs

de saumon surgelé qui lui sont tombés dessus dans la chambre froide. Il n'y avait ce jour-là pas assez de chariots élévateurs dotés d'un arceau de sécurité, qui l'aurait protégée. Cinq ans après, le 7 juillet dernier, Sodebo, à qui la justice reprochait cet homicide involontaire, a été relaxé. « La mort relaxée », voilà un beau slogan.

## Stratégie pipi

Dans les blocs plastiques équipés en toilettes sèches, un petit malin a collé ce matin un sticker : « Harcelées, exploitées, sous payées, ça suffit. Égalité sociale ! ». Sont pourtant présents des syndicats, mais, attention, uniquement patronaux, pas ces

pénibles qui chipotent sur les conditions de travail ou la survie après une journée d'embauche.

Les Ehpad tentent d'attirer des vocations en faisant une démonstration d'attelle de bras, et non pas en testant la tolérance à l'odeur de pipi dans les couloirs. Pas très réalistes, ces promesses d'emploi. Plus conformes au réel, les employés noirs et arabes affectés au nettoyage du site et à la sécurité privée, en tenue noire comme les flics de la Bac, avec le même brassard orange fluo.

## Profession : agent du greenwashing

Dans certains de ces igloos bâchés de plastique blanc, les slogans hésitent

entre embrouille et langue de bois : « L'écologie est ma priorité. Qui suis-je ? » Suspense, réponse... : « Je suis chargé d'étude marketing ». Ah. Ou : « Je veux participer à des projets verts/durables. Qui suis-je ? » Réponse : « J'étudie le marché et les tendances pour améliorer la stratégie commerciale. » Trop fort, ce big gang de l'emploi. Des jeux sur écran posent des questions idiotes. L'animatrice : « Je vous présente trois métiers : militaire, poissonnier, vendeur. Vous devez dire quel est l'intrus, et ce que les deux autres ont en commun. ». Euh, les échappés du collège ne voient pas. « L'intrus, c'est le militaire, les deux autres ont un contact avec leur clientèle. ». C'est vrai qu'avec un drone de combat, on ne voit plus qui on tue. L'armée est là partout, de l'air, de terre, marine nationale, gendarmerie, construction navale de guerre. Sous l'œil d'une femme gendarme en gilet pare-balles, on peut monter sur une moto bleue pour se faire un selfie. Irruption du réel. Le gradé de la gendarmerie est inquiet : à qui est la paire de menottes abandonnée sur un stand ? « Pas à moi, soupire sa collègue, je n'en ai pas ». Pas très secure, la sécurité.

## Stylos et bonbons

Dans le plus grand dôme, les recruteur-euses ont chacun une petite table, deux chaises, des stylos et des bonbons à offrir. Attirer des ados avec des bonbons, c'est un peu louche, non ? Ces chasseur-euses de petites têtes ne savent pas si les contacts mènent à des embauches dans leur secteur, ou leur entreprise : « On ne raisonne pas de manière statistique », concède le responsable RH de Vinci. La sergente recruteuse de Shiva, entreprise d'aide à domicile, dit la même chose : « On ne sait pas vraiment quelles sont les retombées, mais on garde les CV, on explique ». Le gang est dans le flou.

La prof qui a prévu le départ à 11h patrouille dans les allées pour rabattre ses élèves vers la sortie. Le car n'attendra pas. L'avenir, c'est moins net. Il peut y avoir un temps d'attente. ■

Dimitri Mardeurre



## Température

# Mouches, canicule & tiroir-caisse

Il faut reforester la fausse forêt, sinon gare !

IL Y A loin du discours au coup de chaud. Remaniée en 2022, agrandie d'une mezzanine, l'extension de la gare de Nantes formerait, selon la direction de la SNCF à l'inauguration, un « espace chaleureux ». Formule prémonitoire. Malgré ses ombrières et troncs d'arbres en béton, malgré sa canopée en toc, l'étage rajouté à la gare, signé par l'architecte Rudy Ricciotti, ne protège pas de la canicule. Le 30 juin, trop chaud, on l'a fermée : « Il fait 45°C, les gens vont tomber comme des mouches. » (Ouest-France, 30/06).

Précédemment, du chantier à la livraison, la presse s'était extasiée : « Une forêt. Des arbres. Une canopée perchée au-dessus des rails. » (Ouest-France, 14/10/2019); « Dix-huit "arbres" plantés dans la nouvelle gare de Nantes. » (Le Télégramme, 20/11/2020). Une extension de gare annoncée « non chauffée non climatisée, avec un gros travail sur le confort thermique par tout un tas

de dispositifs qui de manière passive permettent de gérer la température et de garantir le confort des gens, été comme hiver », disait en 2021 Yann Sauret, le chargé de projet à la SNCF. Bourrée de dispositifs, coiffée d'un « pare-soleil », faux feuillage moulé en béton « ultraperformance », plantée d'une forêt factice, la gare pourtant vendue comme une « rue suspendue bioclimatique » ne crée aucun îlot de fraîcheur. Cette « structure arborescente » de 10 000 tonnes saluée comme une prouesse, la mezzanine où les piliers métalliques « ressemblent à des arbres centenaires » pour ne pas bouillir dessous, c'est raté. Il est temps de virer cette forêt trompeuse. Comme tout est faux, il suffit de faire semblant de tout bûcheronner.

« Ce bâtiment nous a quand même été présenté comme de conception bioclimatique ! », ont ragé les boutiques de la galerie marchande. En fait, en parade perso, des boutiques

ont la clim, pas très bio ni écolo. On a rouvert fissa la mezzanine avec des ventilateurs électriques géants, loués pour l'occasion. On aurait pu mettre les voyageur-euses à contribution avec des vélos rechargeant la batterie des ventilos maousse, ça se fait bien pour recharger son téléphone. Mais non. Le 12 août, la canicule rejoue le même match. Les trois ventilos reventilent la mezzanine, mais les appareils sont parfois en apnée (officiellement « en maintenance »), et le thermomètre grimpe quand même à 35°C, et un peu plus quand le soleil en biais joue à l'effet de serre à travers les baies vitrées. Des boutiques ferment.

À Strasbourg, la grosse verrière ajoutée en 2007 à l'ancienne gare est dotée de vitres en couches insérant un film filtrant le rayonnement solaire. Résultat : on ne crève pas de chaud. À Nantes, on hésite, bien être ou avoir été. ■

Alfred Adair

# LE GUÉ DES TABOURETS

En 2006 la loi établit une servitude de marchepied de 3m25 le long des cours d'eau pour tous les piétons

La plupart des propriétaires jouent le jeu, sauf à LA BOIRE, où deux murs empêchent le passage



on a l'air drôle avec nos tabourets pour marcher

mais ça nous sert pour passer...

L'association 'l'Erdre Pour Tous' se bat pour faire respecter cette loi à La Chapelle-sur-Erdre.

moi j'ai une échelle dans mon sac

la belle passerelle toute neuve!

port de Cotalard

depuis le temps qu'on l'attendait!

La porte a été condamnée

alors on fait le tour...

on avait remblayé le gué avec des pierres ramennées par bateau

mais devant nous, sur le domaine public, le propriétaire les a enlevées avec son tracteur

Ce mur a été rallongé de 2,80m alors on est obligés d'escalader

Porte fermée à clé

vieux mur de la Boire

attention à bien descendre en arrière!

Depuis de très longues années, les promeneurs font preuve d'une belle ingéniosité pour pouvoir contourner ces obstacles

Dans la forêt de la Poterie un arbre menace de tomber

ici on a du scier le tronc à la main pour dégager le chemin

ça nous avait pris un temps de fou!

Nous on commence à vieillir...

tout ça c'est acrobatique quand même.

TABOU & RAY

# Le port sur des charbons ardents

Puisqu'il le faut bien, le port et ses industriels jurent que le carbone, non, plus jamais.

Demain. Ou après demain. En attendant, on verdit seulement le discours

« VERS la décarbonation des activités portuaires ». L'autorité portuaire opte pour une expression prudente, avec un trafic biberonné à 70% aux énergies fossiles, pétrole, gaz et charbon. Reconnue depuis des dizaines d'années comme problématique, cette dépendance à des énergies dont il va falloir se passer n'a trouvé aucune parade, aucune compensation. Publié en juillet, le rapport de la Cour des comptes sur le port pointe ce problème connu depuis longtemps et, plus récemment, dénonce « un projet stratégique 2015-2020 sans

rupture et partiellement mis en œuvre », plan ronflant qui affichait déjà l'ambition de devenir « référence de la transition énergétique et écologique ». Ambition restée au point mort. On se contente de clamer des préoccupations décarbonantes en trafiquant toujours autant de ressources fossiles. Tout aussi problématiques, « les activités dépendant du port sont bien plus émettrices [de gaz à effet de serre] que l'établissement lui-même », note la Cour des comptes. Miracle! La Zibac, Zone industrielle bas carbone, va tout régler. Mouais... Faire de

l'estuaire un « territoire bas carbone », technocratiquement parlant, ça remonte à novembre 2022, quand Macron fixe l'objectif de diviser par deux les émissions des industries françaises pour la prochaine décennie. Juillet 2023 : l'estuaire de la Loire devient le quatrième lauréat de l'appel à projets national Zibac, faisant de Montoir une cracra valley, saturée d'industries nocives, mais qui s'engagent à être « net zéro » à horizon 2050, moyennant, bien sûr, des aides de l'État. Après le désastre, promis, on repartira de zéro. ■



## Carboriculture industrielle

Le bonneteau, version carbonneteau. Il est où le CO<sub>2</sub> ?

Lci ? Là ? Perdu, il est escamoté.

**B**AS CARBONE, le bitume ? Pour un mix pétrole et cailasse, extraite et concassée à grands renforts d'énergie, quelle blague ! C'est pourtant ce que prétend fièrement le projet de la SLO, Société des liants de l'Ouest, filiale de Vinci, qui vise un stockage de bitume à Montoir, sur un site jouxtant la cimenterie Eqiom, entre Yara et le terminal à charbon, dans une zone saturée d'industries polluantes. Entre l'extraction de carrière et le goudron issu du pétrole brut, on cherche vainement la promesse écolo du bitume bas carbone. Vinci se justifie en disant démanteler trois usines « vieillissantes » (Loiret, Finistère, Bouguenais), remplacées par cette unité moderne et moins carbonifère. Pour éviter que le bitume livré ne fige entre les cales des navires et les cuves de stockage chauffées électriquement, un énorme tuyau de plus de 900 m, lui aussi chauffé à 150°C relie le quai à l'usine, débitant 600 tonnes à l'heure, pendant 24 heures en continu pour les plus gros navires attendus. Capacité de stockage : 28000 mètres cubes. La cheminée crachera dans l'air des composés organiques volatils (Cov), du sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S) et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), mais promis, ce sera surveillé une fois l'an, ou moins souvent si on ne détecte rien pendant trois ans. Trafic prévu : 7800 camions par an.

La consommation de gaz et d'électricité de ce joyau « bas carbone » serait de 6,1 Gwh/an, l'équivalent de ce que consomment 1355 ménages par an, ou quatre piscines enterrées dans un jardin.

Calcul truqué

Les conseils municipaux de Montoir et Donges ont tiqué en bloc : majorités et oppositions ont exprimé leur rejet ferme du projet. Pour obtenir ses agréments, l'entreprise a dû évaluer ses émissions de gaz à effet de serre, mais l'autorité environnementale de la Dreal a vite repéré les failles du calcul, limité à l'usine, sans avant ni après, ne comptabilisant ni le transport par mer, « ni les émissions liées à la fabrication des matériaux utilisés pour le projet, ni celles liées aux phases de construction ou de démantèlement », ni la livraison dans les centrales d'enrobé qui alimentent les chantiers routiers. D'autant qu'au départ de la filière, le bitume visqueux est bien fabriqué, ailleurs : Chine, Émirats arabes, ou Iran par exemple. Peu importent les cancers reconnus depuis 2010 pour les ouvriers du macadam. Les routes, voies express et bretelles d'accès, trottoirs et parkings réclament toujours plus de bitume. L'industrie se fout des impératifs de sobriété, de zéro artificialisation, de santé et autres futilités. Plus bitumeur, tu meurs. ■

Jonas Faltjungueul



## Le fantôme du kérosène propre

Lutter contre la kérosènescence ? Peine perdue, malgré des calculs d'apo-Take Kair.

**P**AS QUESTION de laisser du plomb dans l'aile au secteur aérien. Vivement un substitut fiable aux carburants fossiles ! Une telle conviction et une telle opportunité de bizness, ça se martèle. « Opérationnel à l'horizon 2030 » à Donges, affichant une velléité de « participer à la décarbonation du secteur aérien » (mais en recyclant du CO<sub>2</sub> craché par une cimenterie Lafarge en Mayenne), le projet Take Kair d'unité de production d'électro-kérosène de synthèse fait frétiler le monde économique et aérien. Il est donc crucial de continuer à produire du ciment et bétonner à tout va pour alimenter la future fabrication de kérosène moderne. Hynamics, filiale d'EDF, porte ce projet de manufacture de carburant, mix d'hydrogène et de CO<sub>2</sub>\*, censé remplacer les carburants d'origine pétrolière. Mais, face à la croissance du trafic aérien, ce substitut partiel ne résout rien. Mi-janvier, selon une étude de l'ONG Transport & environnement, le trafic aérien aura connu un tel boom en 2050 qu'il consommera 59% de carburant de plus qu'en 2019. « Même en utilisant 42% de carburants alternatifs - comme l'exige la loi européenne -, ces avions brûleront en 2049 autant de kérosène fossile qu'en 2023. Autrement dit, 21,1 millions de tonnes par an » (Reporterre, 13/01/2024). On n'est pas près de décarboner. Au contraire. Trafalgar la mousse Take Kair (à prononcer en chantonnant). ■

Arsène Quéro

\* Une électrolyse sépare l'oxygène de l'hydrogène de l'eau, hydrogène ensuite mixé au CO<sub>2</sub> pour créer l'e-carburant liquide (aussi dit synthétique ou électro-carburant), raffiné en e-kérosène pour abreuver les n'avions.

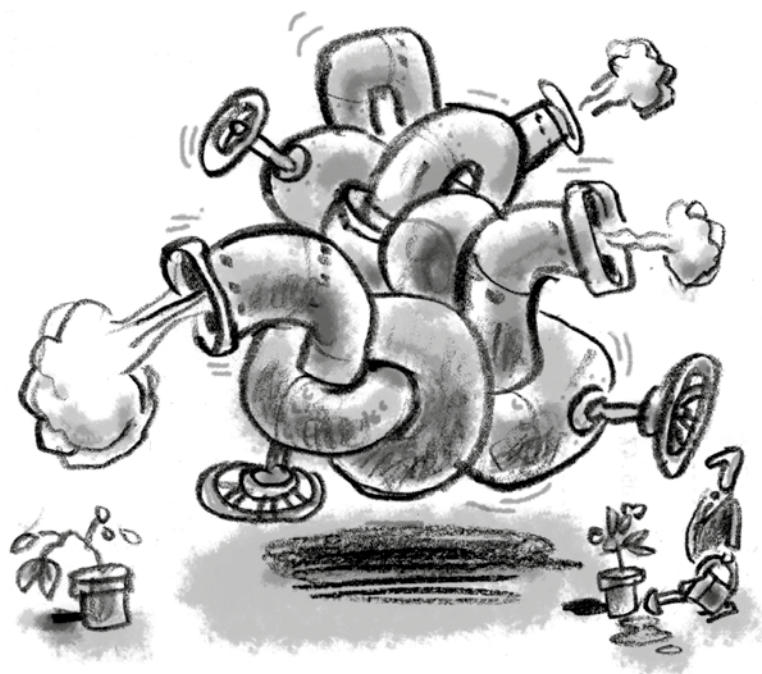
## Un bon tuyau pour les crédits carbone

Un pipe-line et du carbone à enfouir, ça fait rêver les cimenteurs industriels.

**N**OM DE CODE gocodeux. Le projet GoCO<sub>2</sub> prévoit 375 km de tuyaux récupérant le CO<sub>2</sub> recraché par la raffinerie Total voisine, à Donges, et par des cimenteries et un four à chaux en Mayenne et Deux-Sèvres, entre 140 à 220 km de là. Tuyauté jusqu'au terminal méthanier de Montoir, le gaz serait liquéfié, puis transporté a priori en mer du Nord pour être noyé (prononcer stocké) en pleine mer. Décision d'investir en 2027, mise en service vers 2031. La promesse est maousse : 2,5 milliards d'euros à investir pour capter à partir de 2031 quelque 2,2 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, autant que ce que carbonise la métropole nantaise. Mais sans tenir compte de l'énergie dépensée pour transporter par tuyaux et bateaux, liquéfier et enfouir ce CO<sub>2</sub>. C'est bien beau, mais tout ce gaz carbonique expectoré pour être

enfoui loin, sous l'eau, ressemble à une histoire de Shadoks pompeurs. Alors qu'on devrait plutôt tout réduire à la source, moins produire, plutôt que de monter une usine à gaz séquestré. Sauf que le but des industriels est de ne rien changer, « pérenniser des usines qui jouent localement un rôle stratégique pour l'emploi », émettre plus de « CO<sub>2</sub> inévitable » comme dit le cimentier Lafarge. Autre aberration, le coût, évalué à 200€ la tonne captée-tuyautée-noyée, deux fois plus que le tarif sur le marché de revente de droits d'émission carbone. Évidemment, les industriels du ciment du béton et du pétrole concernés réclament déjà un soutien financier de l'État (Le Marin, 10/07/2023). Pour éviter d'avoir à acheter ces quotas, ils préfèrent escamoter ce qui est produit. En bétonnant, rien d'étonnant. ■

Boubacar Bone



## La vérité, ciment...

Guéguerre des cimentiers à Montoir, l'un dénonçant la décarbonation factice de l'autre.

**E**QIOM, filiale du groupe irlandais CRH, exploite à Montoir une cimenterie qui, face à la disparition prochaine des allocations de quotas gratuits de CO<sub>2</sub>, doit décarboner son matériau. L'idée de génie (civil) : mixer au ciment des cendres de charbon, rejet de la centrale thermique voisine de Cordemais. Une noria de camions charrierait jusqu'à 350 t de cendres volantes par jour (60 000 t par an) pour remplacer 15 à 20% du clinker importé par voie maritime : pour fabriquer le clinker, principal constituant actif du ciment, la cuisson à 1450°C du calcaire et de l'argile, dite phase de décarbonatation, représente 60% des émissions de CO<sub>2</sub> par tonne produite, sachant que, grosso modo, une tonne de ciment libère une tonne de CO<sub>2</sub>. Eqiom renonce au transport par barges entre Montoir et Cordemais, trop proches, avec une « complexité de rupture de charge ». C'est ballot, le transport routier n'étant pas génial non plus pour le bilan carbone. Même si ses acteurs pleurnichent contre l'avalanche de normes environnementales, l'industrie du ciment reste extrêmement juteuse. Surprise, un concurrent, le franco-suisse F. Scott Industries AG, veut installer juste à côté sa propre cimenterie, baptisée Coastline West. 55 M€ de budget annoncé, mise en service prévue en 2027, profit net de

12,6 M€ deux ans après. Sa production de « liants hydrauliques bas carbone », autrement dit des ciments, s'annonce cependant bien carbonée : 76% contenant au moins 50% de clinker, et jusqu'à 95% pour un tiers d'entre eux, relève l'asso écolo dongeoise AEDZRP. Se défendant de toute velléité climatocidaire, F. Scott promet de réduire à l'avenir (demain, c'est toujours mieux, ça fait pas tousser la croissance à tout prix) cette part carbonée en incorporant du laitier de haut-fourneau, ou argile calcinée, moins carbonara. Ça coûte rien de promettre, en attendant, le flouze doit cracher.

Le voisin Eqiom n'est pas resté les deux bras dans la bétonnière. Lors de la consultation publique du projet F. Scott, le rival s'est dit « particulièrement surpris » par le « caractère minimaliste » de la procédure administrative d'enregistrement utilisée - au lieu de celle d'autorisation, beaucoup plus compliquée. Et pour débiter son éventuel voisin, Eqiom a pointé « une erreur de procédure » de F. Scott, la demande de dérogation aux espèces protégées n'étant pas légale selon Eqiom. Autre gentillesse : « Le projet ne justifie pas sa contribution active à la décarbonation de l'industrie cimentière. » Pourvu qu'on ne retrouve personne dans la Loire, les deux pieds coulés dans le béton. ■

Chrissie Menterie

## Peau de chagrin

# Pile-poil ou face ?

Clinique esthétique bauloise : pilosité à comparaître.

Ici, le poil disparaît ou réapparaît. Épilation laser, greffe de cheveux, de barbe. Autres manipulations : botox injecté, rides effacées, « cryolipolyse pour mincir avec le froid (...) perte de 27% de graisse à chaque séance »\*. Cette « médecine esthétique » magique se pratique à la clinique Champs-Élysées à La Baule, ouverte en 2022 à l'ombre du casino Barrière. Ça coûte la peau des fesses, de 800€ le visage imberbe à 2000€ pour épouiler pubis, SIF (alias poli pour « sillon interfessier »), demi-jambes et aisselles. L'éradication du poil est garantie sans douleur : « Le système de refroidissement du laser rend la séance confortable, même sur les zones sensibles. » Avec parfois des couacs, comme cette femme médecin, proclamée « morphologue » spécialisée « anti-âge » contre laquelle une patiente, brûlée sévèrement par l'épilation laser, a porté plainte. Cinq jours d'ITT, une bonne dose d'antidépresseurs, et des « crèmes anesthésiantes » offertes par la clinique, la toubib fautive n'étant plus sur place, répartie dans d'autres cliniques, Rennes, Dijon, Reims, où elle enchaînait les interventions. L'ordre des médecins s'est insurgé contre la re-tape commerciale faite par la clinique pour vendre ses services via les réseaux sociaux, proposant des ristournes, des forfaits à 225€ les cinq épilations laser, moins cher que cinq séances unitaires, ou des « consultations avec notre diététicienne » offertes pour appâter les clientes, conviées à venir seule ou en duo pour « échanger autour d'un cocktail ». Au tribunal, le médecin a pris six mois d'interdiction d'exercer (L'Écho de la Presqu'île, 19/06). Mais quand on est experte anti-âge, ces six mois ne sont que poussière dans le cours éternel du temps. ■

Hippolyte Crater

\* Calculer au bout de combien de séances la patiente est plus légère que l'air.

## Simple bouibouis

RESTO de L'Hermitage du groupe Barrière, Le Pavillon « propose des plats "d'une belle simplicité" » (L'Écho de la Presqu'île, 27/07). Comme cette petite bouffe à 81€ : une tranche de jambon espagnol en entrée (32€), des coquillettes jambon-fromage (24€) + légumes de saison (10€), en dessert une tarte fine aux pommes (15€). Avec une carafe d'eau et sans café. Tout simplement.

Au Castel Marie-Louise, autre gargote Barrière bauloise, le menu de midi est « à 59€, bien plus accessible que le repas du soir » (L'Écho de la Presqu'île, 09/08). Toujours à l'eau du robinet et sans kawa. Et, à voir les photos, les portions sont plutôt congrues. Le soir ? Compter de 89 à 150€, prix de base, sans vin. Les notes salées, c'est déconseillé (l'hypertension artérielle). À moins d'aimer une rétention d'eau en amuse-bouche et le homard sauce cardiovasculaire. ■

## Confit social

# Le pain béni de l'entre-soi

La cooptation, un système de tri social, en ligne. Le bon coin BCBG.

« DEUX MILLIONS de membres, merci ! » Le 13 février 2024, le site Gens de confiance (Gdc pour les intimes) s'autocongratule lors des dix ans de la boîte. Deux millions tout rond ? Sans chiffre après la virgule ?

Créé à Nantes, administré depuis les beaux quartiers, boulevard Guist'hau, dans deux appartements chics réunis en un ensemble de 680 m<sup>2</sup>, moules grand siècle, boiseries, parquets à chevrons, ce site d'annonces bon chic bon genre a pourtant il y a cinq ans affiché des prétentions plus prétentieuses, « 6 à 10 millions de Gdc » en 2025 (Le Monde, 24/05/2020). Il manque donc quatre à huit millions d'utilisateurs... Les patrons du site ont ensuite annoncé 2,9 millions de membres (En contact magazine, 12 avril 2024), en comptant ceux en attente de validation. Alors quoi ? 900 000 recalés en moins d'un an ? Rechute cet été avec une annonce à 1,5 million (Journal des entreprises, 09/07), quand le profil LinkedIn affiche 2,2 millions. Gdc avait déjà annoncé deux millions pour décembre 2022, puis au début 2024 (L'Usine digitale, 14/06/2021, et 09/06/2023). Parfois, leur décompte intègre les 55% de membres pas très ou pas du tout actifs. Pas bien fiables, ces startupeurs qui disent tous miser sur la confiance.

### L'ultra droite de bénitier

Le trio de fondateurs assemble Nicolas Davoust, ancien ingénieur pétrolier, Ulric Le Grand, spécialiste de la finance passé par Golden Sachs, et Enguerrand Léger, ex-skipper pro, « tous catholiques pratiquants, anciens scouts, issus de familles aisées » (Le Monde, 24/05/2020). La revue Dirigeants chrétiens mentionne qu'elle est soutenue par Gdc. Enguerrand Léger a été scout d'Eu-

LES RALLYES, C'EST FINI !

Merci PETIT JÉSUS !

ON S'EST RENCONTRÉS SUR GENS DE CONFIANCE



rope, un mouvement traditionaliste et patriote jamais loin de l'extrême droite. Sur une vidéo récente du site de scoutisme conservateur Le Rasso, il confie avoir fait les quatre jours de pèlerinage à Vezelay en 2024 sur le thème « L'Esprit de Dieu habite en vous » – sans dire le tarif du loyer. Fervent catholique, Nicolas Davoust s'est fait repérer pour son soutien, en 2012, à la Manif pour tous, pour ses accointances avec le blog identitaire du Salon Beige, et par le retweet d'une photo liée au cortège réac assortie d'un message anti-IVG de Radio Notre-Dame (France Info, 17/10/2016). Il admet ses convictions mais se défend d'être homophobe (Nouvel Obs, 09/04/2017). Pas bon pour le commerce et la confiance, le bad buzz. En 2016, la plate-forme vend des autocollants et des bracelets siglés Gdc au profit de la fondation anti-avortement Jérôme-Lejeune, et relaye toujours des annonces de la fondation et de son institut\*. Gdc héberge un groupe fermé d'« amis de Jérôme Lejeune » mais aussi

« France catholique et libre », mobilisée contre « les contrôles accrus des écoles hors contrats » sous un drapeau « Espoir et salut de la France », ou un groupe de rencontres de « vrais célibataires catholiques » jurant avoir « respecté, dans la virginité, ce temps d'attente et de préparation au mariage ». Gdc encourage les groupes affinitaires, anciens d'écoles bien choisies, scouts non repentis, communautés religieuses... Socle (« Société, confiance & liberté »), le bulletin mensuel de Gdc, vante l'art de la guerre avec un ancien militaire reconverti prof de géopolitique à Lyon III, la fac la plus à l'extrême droite de l'hexagone. Ou tartine sur la méritocratie et l'éducation haut de gamme avec un prof

de maths qui veut (enfin !) relever le niveau. Un autre numéro accueille un prof de finance à HEC qui prône le protectionnisme. L'entre-soi et l'élitisme encore et toujours. Un numéro est dédié au milliardaire catho d'extrême droite Pierre-Edouard Stérin, qui confie : « Lorsque mon épouse et moi nous sommes exilés en Belgique en 2012, l'une des motivations était de pouvoir reverser aux organisations de notre choix tout l'argent économisé qui, sinon, aurait été prélevé par l'État français et utilisé de manière discutable. ». Rien à voir avec de l'évasion fiscale, voyons. C'est juste de la charité dotée d'un pilotage digne de gens de confiance. Ou de cofinance. ■

Hubert Bonimenteur de la Bath

\* « Les croisés du chromosome », Lulu n°120-121, juillet 2022.

### OÙ SONT PASSÉS LES ABONNÉS À GENS DE CONFIANCE ?



## Gratis pro hétéro

# Bourge de là !

Lutte de classes au pays des annonces classées.

GENS de confiance a été lancée à Nantes en 2014, partageant en circuit fermé des petites annonces élitistes, location surtout, parfois vente, de chalets en montagne, appartements luxueux, grosses maisons bourgeoises de campagne, villas avec piscines chauffées. Et même une île privée dans le Morbihan, « à partir de 500€ la nuit ». Certifiée sans chaises de jardin en plastique. Gdc vend aussi des fringues vintage et de marque, des places à l'opéra, des antiquités bien cirées, des livres de catéchisme. Des troupes de scouts proposent leurs services. On y recrute aussi des jeunes filles au pair et gouvernantes avec lettres de recommandation.

### L'anti Bon coin

Les annonces ne sont pas publiques. On n'est pas sur Le Bon coin et son populo vulgaire. Le circuit fermé communautariste cultive son standing, nourri par la frousse bleue de l'arnaque, de la fraude et de l'incivilité. La cooptation écarte le bas peuple, cette faune de gens indignes de confiance. Les membres collet monté sont donc garantis triés sur le

volet. On n'entre dans le cercle des happy few que par un triple parrainage qui assure un entre-soi bourgeois et un contrôle social strictement sanctionné en cas d'écart. Les parrains doivent « intervenir en cas de mauvais comportement du filleul. S'ils ne le font pas, ils pourront être bannis ». Virés, en d'autres termes. Pour gérer les conflits sous couvert de mettre quand même de l'ambiance, Gdc a une « équipe bonheur qui aide ses membres et répond à leurs questions », et contrôle les annonces. Du bonheur. Que demande le bourge ? D'ailleurs, le ghetto de rupins se montre ouvert : « Un investisseur s'est rendu compte que sa boulangerie était sur Gens de confiance ! » (Les Échos, 04/06/2021).

La communauté s'apparente au réseau Voisins vigilants, la mitoyenneté remplacée par les bonnes mœurs, certifiées par les « proches, famille ou amis » et la populace filtrée par une « humanité sincère dans chaque interaction » de gens bien élevés. On leur vendrait le bon dieu sans commission. ■

Jean de Fionquance

## Une croyance à déchiffrer

Croissance, croyance, confiance : méfiance.

LES STATUTS de Gdc, société par actions simplifiées, englobent les « annonces accessibles sur recommandations », la revente de données collectées, mais aussi le métier de courtier en assurance et réassurance. Ce qui va avec la confiance, « croyance spontanée ou acquise en la valeur morale, affective, professionnelle... » selon le dictionnaire. Le doute, c'est un peu l'inverse de la confiance. Depuis dix ans, à longueur d'articles complaisants, les dirigeants de Gdc se gargarisent de leur propre succès : croissance mirobolante, affichage mirifique... mais le nombre de membres est fluctuant et douteux, le chiffre d'affaires soigneusement secret. Entre gens bien, on n'a de compte à rendre qu'au bon dieu. ■

## Qui ça ?



Ont œuvré à ce numéro : Clément Dragor, Fifine Lapafine, FitiesFthief, Jules de chez Smith, Anis Mauresque, Machin, Marius, Nicolas de La Casinière, Olli, Pascale Hibrage, Riba Taki, Sophie Nasri, Tabou & Ray.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.  
N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu est éditée par l'association La Luttre à Leuleu (c/o Sans Sherif, 18, rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes).

Tirée à 1 600 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

Les archives du journal sont sur lalettrealulu.fr

### Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : ..... chèque à l'ordre de  
Prénom : ..... La Luttre à Leuleu  
Adresse : ..... c/o Sans Sherif  
..... 18 rue Geoffroy-Drouet  
..... 44000 Nantes  
..... ou abonnement en ligne  
Courriel : ..... (papier ou pdf) via notre  
site lalettrealulu.fr